



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Cinquante et unième session
Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence

Rome (Italie), 23-27 octobre 2023

**DÉCLARATION DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ECOSOC)**

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Mesdames et Messieurs,

Je suis ravie de me joindre à ce groupe d'experts pour aborder les liens entre les processus mondiaux de lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde¹.

Nous ne pouvons continuer d'ignorer le rôle central que joue la sécurité alimentaire dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (le Programme 2030) et des objectifs de développement durable (ODD). À mi-parcours de l'échéance fixée à 2030, la transformation des systèmes alimentaires est un point de départ crucial pour accélérer les progrès dans la concrétisation du Programme 2030.

Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies, la population mondiale atteindra 8,6 milliards de personnes en 2030 et 9,8 milliards d'ici 2050. Les systèmes alimentaires doivent être en mesure de répondre aux besoins d'une population mondiale croissante.

Dans le même temps, des millions de personnes à travers le monde souffrent de malnutrition et les cibles mondiales en matière de nutrition sont loin d'être atteintes. En 2021, 3,1 milliards de personnes n'avaient pas les moyens de manger sainement.

Tandis que des populations restent sous-alimentées, les déchets alimentaires continuent de poser des problèmes dans de nombreux pays. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 13 pour cent des aliments produits dans le monde sont perdus tout au long de la

¹ Les autres membres du groupe sont **M. David Nabarro**, Codirecteur et Président, Département de la santé mondiale de l'Institut d'innovation pour la santé mondiale de l'Imperial College de Londres; **M. Ibrahim Assane Mayaki**, Envoyé spécial de l'Union africaine pour les systèmes alimentaires; et **M. Stefanos Fotiou**, Directeur du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

chaîne d'approvisionnement, entre l'après-récolte et le début de la vente au détail. Dix-sept pour cent des aliments sont gaspillés par les ménages, dans les services de restauration et au stade de la vente au détail.

Le **Rapport mondial sur le développement durable 2023** préconise un changement porteur de transformation dans les systèmes alimentaires, car les modèles de production et de consommation actuels ne sont pas compatibles avec une planète habitable pour les générations actuelles et futures. Le rapport souligne l'importance encore accrue de cette transformation du fait de l'augmentation des risques pour la sécurité alimentaire dans un contexte de crises mondiales multiples.

L'**édition 2023 du rapport intitulé *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*** expose également des constatations claires sur l'augmentation de la faim due à la hausse des prix des denrées alimentaires, aux difficultés rencontrées dans le secteur agricole, aux transitions énergétiques, aux conflits et aux phénomènes extrêmes. Ces résultats devraient nous amener à prendre des mesures d'urgence.

La nécessité d'aborder la sécurité alimentaire et la nutrition compte tenu de leur interconnexion et de leur interdépendance ressortait clairement de la **Déclaration politique du Sommet 2023 sur les ODD**. Celle-ci préconise la prise de mesures audacieuses, ambitieuses, justes et porteuses de transformation pour accélérer les progrès, notamment s'agissant d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes. Elle aborde également la concrétisation du droit à une alimentation adéquate, à une agriculture et des systèmes agroalimentaires durables et résilients, ainsi qu'à des aliments salubres, nutritifs et sains. Les États membres se sont également engagés à aider les pays en développement à faire face à l'extrême volatilité des prix des denrées alimentaires.

Mesdames et Messieurs,

Le **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 et le Bilan 2023 de la suite donnée à ce Sommet** ont débouché sur un plan d'action solide visant à assurer la sécurité alimentaire d'une population croissante tout en protégeant la planète et ses ressources limitées. Il apparaissait clairement que les engagements visant à tenir compte des interconnexions pour promouvoir les solutions fondées sur la nature et favoriser les moyens de subsistance équitables, le travail décent et l'autonomisation des communautés, tout en renforçant la résilience, pourraient aboutir à des résultats substantiels en matière d'accélération et de renforcement du pouvoir de transformation des systèmes alimentaires. Nous devons traduire ce plan en actes.

L'une de mes priorités, en tant que présidente du Conseil économique et social, sera de diriger l'attention vers la crise alimentaire et de renforcer le développement agricole, comme première action menée dans le cadre de l'intervention humanitaire. Une autre priorité sera de progresser dans la mise en œuvre de solutions concrètes pour accélérer et intensifier l'action climatique face à la crise, laquelle est étroitement liée au renforcement des systèmes alimentaires. Je me réjouis à la perspective de vous encourager, dans le cadre des différents forums et réunions du Conseil économique et social, à atteindre des résultats en matière de politiques interdépendantes et porteuses de transformations sur l'alimentation et la nutrition.

L'une de ces réunions sera le **Forum politique de haut niveau 2024**, au cours duquel seront passés en revue les progrès accomplis dans la réalisation des ODD 1, 2, 13, 16 et 17. Il offrira une excellente occasion d'identifier et d'exploiter les synergies entre l'éradication de la pauvreté et de la faim, l'action climatique, la justice et les partenariats. Il permettra également de continuer de renforcer la compréhension commune et les engagements visant à accélérer la transformation des systèmes alimentaires tout en promouvant les synergies avec les autres transitions essentielles pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. De tels débats constitueront aussi une contribution importante au **Sommet de l'avenir de 2024 et au Pacte pour l'avenir**.

J'accorde une grande importance à la précieuse **contribution que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)** pourrait apporter aux débats du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2024. Je félicite le Comité d'avoir fait preuve d'inclusivité en rassemblant des acteurs multilatéraux, comme les États membres et des représentants de la société civile et du secteur privé, des institutions financières et de recherche, ainsi que des organismes des Nations Unies pour examiner les défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

J'ai aussi conscience du rôle que pourraient jouer les recommandations de politique générale du CSA sur le renforcement de la collecte et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition en fournissant des orientations spécifiques et concrètes pour améliorer les systèmes de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La contribution des Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté, au bien-être social et à la croissance économique, est également très appréciée.

Mesdames et Messieurs,

Nous savons qu'aucun pays ne peut à lui seul faire face aux défis de taille que nous avons à relever.

Une action collective est nécessaire pour résoudre les difficultés interconnectées qui touchent les systèmes agroalimentaires et renforcer la coordination entre les parties prenantes pertinentes en vue de concevoir des politiques, des programmes et des interventions ambitieux et audacieux.

En 2015, nous avons regardé vers l'avenir et nous sommes engagés à éliminer la pauvreté et la faim partout dans le monde d'ici à 2030. Alors que nous n'avons plus que sept ans, nous nous devons, pour nos pays et nos communautés, de réaliser les ODD et de faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Le Conseil est prêt à jouer son rôle et attend avec intérêt de collaborer avec vous tous pour faire du développement durable une réalité.

Je vous remercie de votre attention.